

Son Excellence, Monsieur James Alix MICHEL, Président de la République des Seychelles,

Monsieur Le Président du Conseil de la Commission de l'Océan Indien,

Messieurs les Ministres, Représentants les Etats membres,

Monsieur le Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien,

Messieurs les Secrétaires Généraux de la COMESA, et de l'IOR ARC,

Excellences, Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique,

Mesdames et Messieurs les partenaires techniques et financiers,

Distingués invités

Excellences, Mesdames et Messieurs

En appréciant à sa juste valeur l'honneur qui m'échoit de prendre la parole, en ma qualité de Ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar, en cette séance inaugurale de la 28^{ème} session du Conseil des Ministres de la Commission de l'Océan indien, je tiens à remercier le vaillant peuple seychellois et son Gouvernement d'avoir accepté d'être l'hôte de cette rencontre statutaire et d'avoir créer les conditions favorables à son succès en nous entourant, dans la tradition de l'hospitalité de l'Indianocéanie, de tant de prévenances et d'attentions amicales.

En outre, à l'occasion du Nouvel an, le peuple malgache, son Gouvernement d'union nationale et son Président de la Transition se

rappellent de vos bons souvenirs et me chargent de vous présenter leurs vœux les plus sincères pour l'année qui vient de commencer.

Avant de nous atteler aux huit points inscrits à l'ordre du jour de notre Conseil, et avant de procéder à son adoption, permettez-moi de rendre publiquement hommage à la Commission de l'Océan indien, plus connue sous l'acronyme COI, pour le rôle politique et diplomatique qu'elle n'a cessé d'assumer dans la recherche d'une solution appropriée à la crise politique qui affecte Madagascar depuis 2009.

On se souvient notamment que depuis le début de cette crise, la COI a apporté une expertise de proximité, elle n'a cessé de favoriser le dialogue pour accélérer le retour à l'ordre constitutionnel.

Nous ne saurions, à ce sujet, faire abstraction du soutien très actif qu'elle a apporté à la médiation entre le Président de la Transition, M. Andry Nirina Rajoelina et l'ancien Président Marc Ravalomanana, organisée sous l'égide de la Troïka de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) sur l'Ile Desroches, ici aux Seychelles en 2012.

La COI a également contribué à l'organisation des futures élections prévues pour les mois de mai et juillet 2013.

Mais son soutien au processus de sortie de crise ne se limite pas à ces activités car la COI s'est engagée à prendre part à l'observation de ces élections et envisage, à cet effet, l'ouverture d'un bureau de Liaison à Antananarivo.

Nous ne pouvons que nous féliciter de ces heureuses initiatives qui témoignent de la volonté tout à fait légitime de la COI d'ancrer la paix et la démocratie dans nos pays insulaires devenus si proches et solidaires pour la réalisation de l'Indianocéanie en partage.

En tant que chef de la délégation malgache participant, nous voudrions rendre hommage à son Excellence Mr Andry Nirina RAJOELINA, Président de la transition malgache pour son courage et sa détermination à contribuer de manière éclatante à sortir MADAGASCAR de la crise politique dans laquelle elle est plongée depuis 2009. Par sa déclaration solennelle de renoncer à participer aux élections présidentielles du mois de mai, il s'est conformé à la recommandation de la TROIKA de la SADC au même titre que l'ancien Président Marc RAVALOMANANA. Ceci n'aurait pas été fait sans l'accompagnement de la COI. Nous exprimons ici notre gratitude à l'endroit de la COI au nom du peuple malgache.

C'est en tout cas avec un réel plaisir que je prendrai part à ces débats. Et ce, d'autant plus qu'il s'agit de ma première et dernière participation à un tel Conseil car après les prochaines élections à Madagascar, de nombreux changements vont s'opérer, ne serait-ce qu'au niveau de la structure du nouveau gouvernement.

Compte tenu de ce qui précède, je me dois d'adresser à notre vénérable Institution mes sentiments respectueux et reconnaissants.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je constate que des sujets très pertinents seront abordés au cours de ce Conseil. Il en est ainsi par exemple de la question relative au plan de développement stratégique de la COI. Il devra être réalisé sur un regard strictement transversal. Les autres projets sont aussi d'une valeur capitale.

Je partage l'avis de Monsieur le Secrétaire Général selon lequel la sécurité alimentaire est essentielle pour le développement de notre région et est conditionnée par les autres projets. Comment, par exemple, assurer une sécurité alimentaire sans les moyens de communication telle que la connectivité et les transports maritimes ? Ces derniers constituant un axe de support à ce projet.

Me référant aux différents projets dont la COI gère un portefeuille, je soutiens l'idée selon laquelle toute efficacité d'un projet nécessite une restructuration de notre Organisation. Les partenaires techniques et financiers de la COI attendent de nous aussi un résultat palpable de nos actions.

Parmi ces projets ô combien capitaux pour Madagascar, permettez-moi de citer particulièrement celui de la sécurité alimentaire initié déjà par Madagascar lors du colloque de Mahé en mars 2008 et ayant eu pour thème la COI face à la mondialisation. Ainsi que nous le savons tous, Madagascar, de par ses fortes potentialités en matière agricole a été désigné comme le grenier des Iles de l'Océan Indien et retrouvera donc bientôt sa place d'antan.

Je me réjouis que le développement de l'agriculture et la sécurité alimentaire figurent parmi les objectifs prioritaires de l'action de notre Organisation. En effet, nous constatons que sur le plan international, les données statistiques témoignent de la croissance drastique du nombre de ceux qui souffrent de la faim, à laquelle concourent l'augmentation des prix des produits alimentaires, la diminution des ressources économiques des populations plus vulnérables, l'accès limité au marché et à la nourriture et bien entendu le phénomène de manifestation à LA VIE CHERE.

Ce phénomène survient, alors que se confirme le fait que la terre est en mesure de nourrir tous ses habitants. Ceci est valable aussi bien pour Madagascar que pour les Etats membres de la COI.

Ainsi, positivons les choses ! Transformons ce problème international en une solution au profit des îles membres de la COI. Le prochain atelier sur la sécurité alimentaire devra dégager la stratégie pertinente pour que Madagascar joue pleinement son rôle de grenier des Îles de l'Indianocéanie. Permettez-moi d'emprunter la citation d'un grand personnage allemand sur cette question de sécurité alimentaire. Il disait : Je cite « ***Le problème de l'insécurité alimentaire doit être affronté dans une perspective à long terme, en éliminant les causes structurelles qui en sont à l'origine et en promouvant le développement agricole des pays les plus pauvres à travers des investissements en infrastructures rurales, en système d'irrigation, de transport, d'organisation des marchés, en formation et en diffusion des techniques agricoles appropriées, c'est-à-dire susceptibles d'utiliser au mieux les ressources humaines, naturelles et socio-économiques les plus*** »

accessibles au niveau local, de façon à garantir aussi leur durabilité sur le long terme ». Fin de citation.

Cette table ronde devrait ainsi tenir compte de toutes les composantes, essentielles à la réalisation concrète de ce projet pour nos îles.

Grâce à notre projet de lutte contre la piraterie, le trafic maritime entre nos îles se retrouvera sécurisé et je voudrais vous faire part du **souhait de Madagascar de vouloir disposer d'un centre anti-piraterie**. Vu que la piraterie maritime devient avec le temps un fléau important, il est devenu une raison de se repositionner par rapport aux voies maritimes tellement capitales pour les échanges commerciaux des Îles membres de notre organisation. **Qui tient la mer, tient le commerce !**

Pour nos peuples, Appartenir à la COI est une fierté. Et nous sommes animés de ce sentiment d'appartenance qui nous pousse à défendre nos intérêts. C'est en ce sens que récemment, la dernière réunion tripartite a été une victoire pour la COI.

Maurice et Madagascar se sont soutenus mutuellement pour obtenir le statut d'observateur de la COI comme le sont la SADC, la COMESA, et l' EAC à la tripartite. Nous ne pouvons que nous réjouir de cette résolution et c'est grâce à notre solidarité qui est en soi une valeur ajoutée que nous avons pu arriver à cette victoire. L'enjeu que représente la TRIPARTITE pour nos états est important car il représente un marché de près de 600 millions de consommateurs. Nous devons être prêts. Et c'est en ce sens que nous remercions nos bailleurs et en particulier l'Union Européenne pour son

appui dans ce processus de la tripartite et nous souhaitons par ailleurs la continuité de son support financier.

Enfin, Excellences, Mesdames et Messieurs, et chers amis de la COI, permettez- moi de vous adresser moi et ma délégation nos vifs remerciements, car à travers le dynamisme qu'impulse la COI et le tourbillon où il nous emporte tous les jours, **nous avons tout simplement oublié que notre pays est en crise.** Nous avons retenu que le développement et l'harmonie de nos peuples, chers à notre institution pouvait s'effectuer au delà de toute gabegie politique.

Je vous remercie de votre aimable attention.



Discours

Monsieur Le Ministre des Affaires étrangères

**à l'occasion de l'ouverture des 28^{ème} Conseil des Ministres de la
Commission de l'Océan Indien.**

Seychelles le 17 janvier 2013